

régulièrement avec les représentants d'entreprises canadiennes ayant des intérêts dans ce pays; il allait inciter les institutions financières canadiennes à ne consentir aucun prêt aux agences du gouvernement sud-africain, demander aux compagnies pétrolières de ne plus vendre de pétrole brut ou de produits raffinés à l'Afrique du Sud, et mettre fin à la desserte aérienne entre le Canada et ce pays. Il a fait savoir que le gouvernement accorderait un million de dollars de plus pour aider les familles de prisonniers et de détenus politiques en Afrique du Sud. Enfin, il a annoncé la nomination d'un administrateur spécial chargé de régir le code de conduite<sup>14</sup>.

M. Clark a également décrit le genre de réformes que Pretoria devrait entreprendre pour signifier au gouvernement canadien qu'il compte sérieusement abandonner l'apartheid. Ces réformes comprennent l'établissement d'une citoyenneté commune et "de droits politiques communs (y compris le droit de vote)", l'abolition des lois de classification raciale, lois sur les laissez-passer et de la Group Areas Act, l'indépendance pour la Namibie conformément à la résolution 435 de l'ONU, la libération des leaders de l'ANC et du United Democratic Front (UDF) et "l'institution d'un processus de consultation et de négociation avec les véritables dirigeants de ceux qu'on appelle les Indiens, les Noirs et les Métis." Enfin, M. Clark a souligné que "le gouvernement de l'Afrique du Sud peut être assuré que nous aurons recours à des sanctions globales à moins qu'il ne pose des gestes tangibles pour mettre un terme à l'apartheid".

Le 24 septembre 1985, des dignitaires canadiens se sont réunis avec le président Nyerere de la Tanzanie, qui est également président du groupe des États limitrophes. Ce jour-là, le gouvernement a condamné le raid sud-africain qui avait eu lieu quelques jours plus tôt en Angola<sup>15</sup>. Le lendemain, le ministre des Affaires extérieures, M. Clark, a soulevé sans ambages la question de l'Afrique du Sud à l'Assemblée générale des Nations-Unies<sup>16</sup>. Le 26 septembre, le premier ministre Mulroney a demandé à M. Bernard Wood de l'Institut Nord-Sud d'entreprendre une

<sup>14</sup> MAE, Déclarations et discours, 85/8, 13 septembre 1985.

<sup>15</sup> MAE, Communiqué, 85/133, 24 septembre 1985.

<sup>16</sup> MAE, Déclarations et discours, 85/10, 25 septembre 1985.